

Convention collective

**IDCC : 9222. – EXPLOITATIONS D'HORTICULTURE
DE PÉPINIÈRES ET DE MARAÎCHAGE
(Côtes-d'Armor)
(15 décembre 1983)**

(Étendue par arrêté du 30 mars 1984,
Journal officiel du 12 avril 1984)

AVENANT N° 80 DU 12 JUILLET 2019

NOR : AGRS1997206M
IDCC : 9222

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

Syndicat départemental de l'agriculture CFDT ;

Union départementale des Côtes-d'Armor SNCEA CFE-CGC ;

FSCOPA CFTC ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I à la convention collective du 15 décembre 1983 est remplacée par l'annexe I ci-jointe.

Article 2

Vu leur objet, il est entendu que les dispositions du présent avenant ont vocation à s'appliquer à toutes les entreprises comprises dans son champ et ce quel que soit leur effectif.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension ou le 1^{er} jour du mois de la publication de son arrêté d'extension si cet arrêté devait être publié avant le 15 du mois.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la DIRECCTE de Bretagne, unité départementale des Côtes-d'Armor.

Fait à Saint-Brieuc, le 12 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Salaires et avantages en nature

En application de l'article 13 de la convention, et sous réserve des dispositions légales relatives au salaire minimum de croissance (Smic), le salaire afférent à chaque emploi défini à l'article 11 de ladite convention est fixé ainsi qu'il suit :

(En euros.)

COEFFICIENTS	SALAIRES HORAIRES	SALAIRES MENSUELS (151,67 heures)
100	10, 03	1 521, 25
110	10, 19	1 545, 52
120	10, 25	1 554, 62
130	10, 34	1 568, 27
140	10, 52	1 595, 57
150	10, 90	1 653, 20
165	11, 62	1 762, 41
180	12, 62	1 914, 08

La valeur des avantages en nature alloués par l'employeur est fixée comme suit :

Nourriture :

– à la journée complète : 8,39 € ;

– à la demi-journée : 4,20 €.

Rappel : Aucun salaire ne peut être inférieur au Smic.